

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 19498 - 75ÈME ANNÉE

Centenaire de l'épidémie qui fit au moins 10000 morts pour 170000 habitants

De la "grippe espagnole" au coronavirus : l'urgence d'une politique réunionnaise

Comme nous sommes une société dont l'histoire politique n'est pas étudiée, contraints à l'amnésie, nous sommes condamnés à reproduire les mêmes erreurs. Rappelons ici 3 événements sanitaires et leurs traitements catastrophiques : la grippe espagnole en 1919, l'épidémie du Chikungunya 2005-2006 et la pandémie actuelle du Coronavirus. Comment s'en sortir ?

1- La grippe espagnole entre 10 000 et 20 000 morts

L'épisode de l'épidémie de la "grippe espagnole" a eu 100 ans le 30 mars de l'année dernière. Eugène Rousse nous a gratifié d'un de ses derniers papiers avant de nous quitter définitivement. Une Conférence a eu lieu à Saint Pierre sous l'égide des "Amis de l'Université". Voici un extrait de la présentation de l'exposé par Mme Grandanjon, professeure d'Histoire.

"En mars 1919, les « gueules cassées », et les « poilus » de retour du front métropolitain, rentrent à La Réunion par le navire « Madonna », puis, peu après, par un autre navire, « l'Orel ». Ils sont 1603, et certains apportent avec eux, sans vraiment le savoir, la « grippe - dite - espagnole ».

La "peste" comme elle fut surnommée en créole, fut responsable

d'une véritable pandémie de 1918 à 1919, qui causa la mort d'au moins 50 millions de personnes dans le monde, soit plus que le bilan démographique, déjà effroyable, de la Grande Guerre. A La Réunion - la colonie compte alors 170 000 habitants-, les décès s'accumulent entre avril et mai 1919 : les estimations vont de 10 000 à 20 000 morts brutales, et l'on peine parfois à inhumer les défunts, faute de fossoyeurs et de cercueils ! La guerre, elle, avait fauché un peu plus d'un millier de soldats réunionnais."

2- L'épidémie du Chikungunya : 165 000 contaminés

L'épidémie du Chikungunya 2005-2006 a touché 30 % de la population ; elle a entraîné la mort de plusieurs centaines de personnes et laissé des milliers d'autres dans une situation invalidante. On peut lire l'extrait suivant issu d'un rapport officiel et qui pointe du doigt les carences des pouvoirs publics.

"... En 2005, le chikungunya a frappé la région de l'Océan Indien, touchant les Comores, Mayotte et l'île Maurice, puis l'île de La Réunion où il a provoqué une crise sanitaire d'une ampleur inégalée : 165 000 personnes ont été touchées par l'épidémie à La Réunion et 40 000 à Mayotte soit environ 30 % de la population et ce finalement avec une très grande rapidité...

Au plus fort de la crise, en février, on estimait à 45 000 le nombre de nouveaux cas hebdomadaires.

Cette flambée épidémique a mis à l'épreuve, le système de veille sanitaire, le système de soins et l'organisation de la gestion de la crise."

3- le Covid-19 en 2019

Alors que l'épidémie du Covid-19 avait déjà causé des milliers de morts en Chine, en Italie et en Espagne depuis le début de l'année, le premier cas à La Réunion a été diagnostiqué le 11 mars chez une personne de 80 ans, au retour d'une croisière dans les Caraïbes. La première semaine, il y a eu 14-15 cas. Aucune mesure sérieuse n'a été prise par les responsables pour mettre la population à l'abri d'une propagation de la maladie. La 2e semaine, nous sommes passés de 15 à 207. Donc en une semaine, nous avons eu 193 de plus. Nous assistons à une croissance exponentielle du nombre de personnes contaminées. Il se produit ce qui était prévisible.

4- Dans les 3 cas, il y a eu une sous-estimation du phénomène par une autorité enfermée dans son rapport à la France.

Concernant l'épidémie centenaire, on peut retrouver l'article d'Eugène Rousse sur le contexte de l'arrivée de la maladie et sa propagation rapide dans l'édition de Témoignages du 1er avril 2019 (<https://www.temoignages.re/chroniques/di-sak-na-pou-di-c-etait-il-y-a-100-ans-une-epidemie-de-grippe-espagnole-d-une-rare-violence-ravageait-la-reunion,95297>).

Nous retenons ici ce qu'il dit sur le responsable sanitaire.

“Tandis que la liste des morts s’allonge avec une très inquiétante rapidité, notamment au Port et à Saint-Denis, le secrétaire général du gouvernement, le docteur Brochard, s’obstine à affirmer qu’il n’y a pas de grippe espagnole à La Réunion mais « une épidémie de grippe simple localisée à la prison de Saint-Denis ». Les journaux sont chargés de la diffusion de cette information”.

On a l'impression de revivre le même scénario avec des responsables qui ont des intérêts tournés vers l'extérieur plutôt que vers la sûreté de la population réunionnaise.

Concernant le Chikungunya, il faut lire les interventions et le rapport parlementaire de la sénatrice Gélita Hoarau, dont voici un extrait : “Le taux d'attaque au sein de la population de La Réunion s'établissait en juin 2006 à environ 30 %. Selon la cellule de coordination de la recherche sur la maladie de chikungunya, une population touchée à hauteur de 30 à 40 % reste à haut risque de résurgence lors de l'été suivant. Ainsi, à l'issue de la première évaluation du taux de prévalence qui laissait supposer l'absence de formes asymptomatiques, il a été estimé que 80 % de la population réunionnaise pouvait être atteinte.”

Cette remarque met à mal la prétention de l'Etat et de ses représentants, à La Réunion, qui

militent pour “l'immunité collective”. Là encore la préoccupation politique de l'Etat n'est pas d'empêcher la propagation du virus.

Concernant le Covid-19, l'alerte a été donnée par le premier malade le 11 mars. Avant cela, les autorités ont laissé des croisiéristes débarquer par paquebot entier. Il faut rappeler que des Réunionnais sont allés manifester contre le débarquement des croisiéristes étrangers et que certains ont été emprisonnés. On ne pourra pas dire que “l'on ne savait pas”.

Aucune restriction n'a été imposée à l'aéroport de Gillot, alors que plusieurs personnes sont montées au créneau, que les réseaux sociaux se sont insurgés et qu'une pétition en ligne avait atteint plus de 10 000 signatures en moins d'une semaine.

En matière de communication, le message est brouillé : le Préfet, la Directrice de l'ARS et 6 autres fonctionnaires s'adressent à la population par voie télévisée sans protection et serrés en rang d'ognons. Ils ne respectent pas “la distanciation sociale” ni aucune autre mesure qu'ils ordonnent à la population de suivre. Ce comportement a un nom, c'est le mépris des Réunionnais qu'on enferme dans la culpabilisation.

L'Ordre des Médecins n'a eu de cesse de dénoncer la gestion de l'ARS et de réclamer légitimement des protections pour le personnel médical. Nous ne reviendrons pas sur la réponse encore plus méprisante faite par l'ARS qui a choisi de distribuer alors les lots de masques moisis ou périmés.

Maintenant que l'aéroport est quasiment fermé, cela montre qu'ils auraient pu le faire plus tôt. Mais, ils ont préféré laisser entrer, sans contrôle, des milliers de personnes provenant d'un pays qui compte déjà 2000 morts. Des honnêtes gens ont été effarés par la liberté, presque insolente, par laquelle ils pouvaient sortir de l'aéroport, sans contrôle. Même

lorsque des femmes qui revenaient de l'Inde, demandaient à être mises en quarantaine, cela leur a été refusé !

5- Où est le président de La Région Réunion ?

Si nous avons, quasi-unanimement, noté l'incompétence et le mépris des agents de l'Etat, nous ne pouvons pas non plus dédouaner le président de la Région qui aurait pu, peut-être, faire pression pour restreindre, dès le début, les rotations d'Air Austral, afin d'éviter les voyages d'agrément. Il a réussi à affréter des convois spéciaux pour rapatrier des Réunionnais retenus en Afrique du Sud et en Inde, il aurait pu de la même manière empêcher la contamination de La Réunion. Rappelons que 86 % des personnes suivies ont contracté le virus à l'extérieur. Rappelons qu'à leur retour rien n'a été déployé pour une mise en quarantaine obligatoire, ou au minimum des tests, même pas une prise de température !

Il aurait pu aussi faire jouer son rôle de Président pour la commande de matériel de protection. Oui, il aurait pu jouer ce rôle pour mettre la population réunionnaise à l'abri, mais force est de constater que lui, non plus, n'a pas été à la hauteur de la situation.

La Députée Mme Bareigts avait relayé l'opinion qui réclamait la mise en quarantaine systématique et le suivi des arrivants. La Députée Mme Bello a proposé des lieux d'hébergement. Elles font partie des onze parlementaires qui viennent d'écrire à la Ministre d'Outre Mer pour lui demander un dépistage massif et des moyens exceptionnels pour la prise en charge des malades.

Lors de l'épidémie du Chikungunya, la Sénatrice Gélita Hoarau était très active. Elle avait pu obtenir le déplacement du premier ministre, du ministre de la Santé,

Xavier Bertrand et du ministre aux Outre Mer. Le Président du Conseil Régional, Paul Vergès était sur tous les fronts, en permanence, n'hésitant pas à mettre 2000 personnes à la disposition de la lutte pour corriger les erreurs de décisions.

A son arrivée, Dominique de Villepin alors premier ministre avait annoncé : « Je veux le dire très clairement, tous les moyens nécessaires seront mis en œuvre pour surmonter cette crise ».

De fait, un total de 98 millions d'euros dont 76 millions d'aides nouvelles ont été débloqués par le gouvernement pour lutter contre le chikungunya. Cela a permis d'apporter des moyens aux professionnels de santé et de soutenir un plan de relance de l'activité économique. Un programme de recherche sur les maladies émergentes a été prévu. C'était un véritable président de Région. Le contraste est saisissant avec l'actuel président.

6- En guise de conclusion

Bien sûr, pour l'heure, il est important de mettre en place le dépistage systématique et la prise en charge des sujets positifs. C'est ce type de dispositif qui a permis notamment à la Corée du Sud de ne pas prendre en otage sa population. Fournir des masques à la population, équiper les professionnels, voire même, comme le propose le premier ministre actuel, recruter de nouveaux personnels ou faire appel à la solidarité internationale. Les

municipalités organisent la fourniture des aliments à la population confinée et vulnérables. Tout cela est essentiel pour faire face dans l'immédiat.

Cependant, quand on étudiera cette période politique, on retiendra que nous avons perdu 3 mois sur l'avance que nous avions sur le monde. Le premier cas a été identifié le 11 mars alors que nous disposons déjà des connaissances scientifiques accumulées par les autres pays. Au lieu de regrouper, dès le début les entrants, de les mettre sous surveillance obligatoire, certains ont fait le choix de mettre à l'arrêt toute une population de plus de 800 000 habitants (plus d'école, les entreprises fermées, pas de sports etc). A cause de cette orientation erronée, le virus circule maintenant dans la population ! Les barrières sont franchies parce que quelques uns ont décidé qu'il n'était pas urgent de protéger la société.

Comment comprendre si peu de considération pour la santé des Réunionnaises et des Réunionnais ?

L'Histoire est cruelle : à peine, si nous savons encore les noms du Préfet et de la Directrice de la Santé qui ont sévi à l'époque du Chikungunya ? Certainement, ils ont eu des promotions,... ailleurs. La mission parlementaire s'est attachée à l'époque "à en dégager les enseignements pour l'avenir afin d'essayer d'éviter qu'une telle situation ne se reproduise". Quinze ans près, nous constatons que ces recommandations n'ont

pas été suivies.

Il apparaît donc clairement aujourd'hui que La Réunion a besoin d'une politique de santé publique autonome et responsable. Elle ne peut plus être à la merci de quelques agents choisis depuis Paris et de passage dans l'île.

Mme Kathia Cadinouche, généraliste et régularice au Samu porte parole du "Collectif informel de professionnels de terrain" l'a écrit : La Réunion est « tellement loin de tout, avec une telle pauvreté, précarité, promiscuité et avec des comorbidités si nombreuses, une population si souvent cruellement démunie, (...) nous pouvons nous attendre à des taux de mortalité plus élevés que ceux en métropole ».

Ce point de vue de professionnel, ainsi que celui de l'Ordre Régional des Médecins, soulignent encore plus l'urgence de concentrer nos énergies à résoudre nos problèmes spécifiques et d'élaborer nos propres solutions pour notre pays, au lieu de regarder constamment vers Paris qui, d'une part, à ses propres préoccupations et, d'autre part, ne partage absolument pas les mêmes priorités que nous.

**Julie PONTALBA et
Ary YEE CHONG TCHI KAN,
membres du Parti
Communiste Réunionnais**

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergès
71e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergès ; 1957 - 1964 : Paul Vergès ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : redaction@temoignages.re

SITE web : www.temoignages.re

Administration

TÉL. : 0262 55 21 21

Publicité : publicite@temoignages.re

CPPAP : 0916Y92433

Oté

Promyé avril : poisson d'avril !

L'èr lé grav. Nou la rant an guèr é plito sis foi k'inn. La pandémi i fé tok-tok dosi nout port. Bann laboratoir l'aprè fé lékours pou ramass lo milyon. Bann lanspèk lé an marsh pou anpèsh trouv in solisyon bon marshé-zot i vé sirtou pa ramass bann klopinète. Donk la pa lo zour pou plézanté.

Poitan sé in zour pou fé la plézantri mèm sak néna in gou amèr, sansa lé fade, sansa ankor néna mové gou. Mi sava pa rapèl tout la kouyonis i di dann radyo, ni dann bann gran zournal pars shak ané bann léspri kouyon i fé travaye zot matyèr griz pou fé ri sak n éna konm zot in vyé fon la kouyonis. I di pa la boush lé bète ? I di pa lo dan lé bète ? I di pa ni ri pou ninport kosa. Pou in riyin ditou nout misk zigomatik i tavaye pou nou rigolé.

Mi rapèl in zistoir mon momon téi rakont : in tour mon gran-mèr la fé mon gran-pèr. Mon gran-pèr lété i fé fonksyonn l'inspékyèr lékol é souvan défoi lo sèrvis l'instriksyon piblik té i anvoye ali an misyon pou oir koman lékol téi fonksyone dann bann zandroi in pé izolé dann lo gran sid.. é téi ariv ali pass la nuite déor é rant son kaz gran matin.

Donk in gran matin li ariv son kaz sin-zozèf papa bondyé é li la pankor arivé son madam-mon granmèr - i di ali néna in kab l'arivé i di aou mont vitman dan lé o d'sin-Lui pou fé in l'inspéksyon. Granpèr té fatigé, kafé li la pa gingn lo tan boir. Li la kol shomin é li la parti. Li la gingn lo tan marsh in bon boute mé mon gran-mèr la koup par santyé sansa pé sfèr l'anvoye marmaye an vitèss pou arète mon gran-pèr é pou dira li sinploman : « Romont la kaz ! Ou i rapèl pi nou lé promyé avril zordi ? »

I paré tout la ri mé mon granpèr Labor la ri moinské lé zot. Si zistoir lé vré, li lé vré. Si zistoir lé mantèr la pa moin l'otèr. Koton mayi i koul, rosh i flote !

Justin